Cahiers du
MONDE RUSSE

Cahiers du monde russe

Russie - Empire russe - Union soviétique et États
indépendants

45/1-2 | 2004
Stratégies impériales

Les crises turque et iranienne 1945-1947

L'apport des archives caucasiennes

Georges Mamoulia

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/monderusse/8686>

DOI : 10.4000/monderusse.8686

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2004

Pagination : 267-292

ISBN : 2-7132-2008-4

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Georges Mamoulia, « Les crises turque et iranienne 1945-1947 », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 45/1-2 | 2004, mis en ligne le 01 janvier 2007, consulté le 03 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8686> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.8686>

Tous droits réservés

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CMR&ID_NUMPUBLIE=CMR_451&ID_ARTICLE=CMR_451_0267

Les crises turque et iranienne 1945-1947. L'apport des archives caucasiennes

par GEORGES MAMOULIA

| Editions de l'EHESS | *Cahiers du monde russe*

2004/1-2 - Vol 45

ISSN 1252-6576 | ISBN 2713220084 | pages 267 à 292

Pour citer cet article :

—MAMOULIA G., Les crises turque et iranienne 1945-1947. L'apport des archives caucasiennes, *Cahiers du monde russe* 2004/ 1-2, Vol 45, p. 267-292.

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

GEORGES MAMOULIA

LES CRISES TURQUE ET IRANIENNE 1945-1947

L'apport des archives caucasiennes

Lorsqu'on étudie le déroulement des crises turque et iranienne en 1945-1947 qui contribuèrent à la mise en place par l'administration Truman de la politique du *containment*, on ne peut manquer d'être frappé par les orientations contradictoires de la politique soviétique dans cette région. On a l'impression que plusieurs objectifs sont poursuivis parallèlement et parfois l'un au détriment de l'autre. Stalin voulait-il mettre la main sur le pétrole iranien ou ambitionnait-il d'agrandir l'Union soviétique de l'Azerbaïdjan iranien ? Avait-il au contraire le dessein d'imposer un régime communiste à tout l'Iran ? Voulait-il s'emparer des Détroits ou corriger les frontières méridionales de l'URSS comme il venait de le faire pour l'Ukraine et la Biélorussie ? L'ouverture des archives des républiques du Caucase apporte des éléments de réponse à ces questions, en révélant notamment le rôle des autorités locales dans la formulation de la politique du Kremlin. Nous verrons que les revendications de Moscou résultent d'un jeu complexe où s'entrecroisent les ambitions de Stalin et les objectifs plus immédiats des dirigeants caucasiens qui disposent au Kremlin d'un patron puissant en la personne de Lavrentij Berija.

Le présent travail a pour but d'éclairer des aspects peu connus de la période initiale de la guerre froide à partir des archives présidentielles de Géorgie et des archives d'Azerbaïdjan¹, ainsi que de travaux récents d'historiens russes, en

1. Pour ces dernières nous nous référons à la contribution de Djamil Gasanli, « La politique soviétique en Azerbaïdjan iranien, 1941-1946 », au colloque « Le Caucase du Sud et la guerre froide » organisé en Géorgie par le National Security Archives (Hoover Institution) et à son ouvrage : J. Hasanli, *Južnij Azerbajdžan : Načalo holodnoj vojny (L'Azerbaïdjan du Sud : le début de la guerre froide)*, Bakou, 2003.

mettant l'accent sur deux problématiques : 1) le rôle des dirigeants caucasiens dans la formulation des plans géopolitiques du Kremlin concernant la Turquie et l'Iran ; 2) les conflits au sein de l'élite soviétique à propos de ces projets.

Il est bien évident qu'on ne trouve pas dans les archives des républiques d'indications explicites sur les buts stratégiques du Kremlin. Cependant, en comparant les documents qui se trouvent dans ces archives avec les publications russes et occidentales consacrées à ces crises, il est possible de préciser, et même de repenser dans une certaine mesure notre conception du rôle joué par la Géorgie et la région du Caucase du Sud pendant cette période.

1. La crise turque

Les archives géorgiennes permettent de retracer comment furent élaborées les revendications territoriales formulées par la Géorgie à l'égard de la Turquie. Elles jettent un jour nouveau sur les divergences existant entre la direction stalinienne et les communistes géorgiens vassaux de Berija.

Rappelons qu'en juin 1945 Molotov présenta à S. Sarper, l'ambassadeur de Turquie à Moscou, les conditions auxquelles l'URSS accepterait de signer un traité d'alliance avec la Turquie : la restauration des frontières de 1914, c'est-à-dire la restitution par la Turquie à l'URSS des régions de Kars et d'Ardahan appartenant autrefois à l'Arménie et à la Géorgie, la révision de la convention de Montreux et l'installation de bases soviétiques dans les Détroits. Cependant, dès la conférence de Potsdam, Molotov laissait entendre que l'essentiel aux yeux du Kremlin était un accord sur les Détroits.

Si les dirigeants turcs estiment qu'il est impossible de parvenir à un règlement de ces deux questions [les Détroits et la révision des frontières], nous sommes prêts à conclure un accord ne concernant que les Détroits.²

Les revendications territoriales n'étaient par conséquent qu'un objectif secondaire, formulé en vue de faire pression sur le gouvernement d'Ankara afin que l'URSS obtienne le contrôle des Détroits et de la Méditerranée orientale. De leur côté, les Occidentaux étaient prêts à accorder à l'URSS une révision de ses frontières. Il n'en allait évidemment pas de même pour les Détroits. « La question territoriale ne concerne que l'Union Soviétique et la Turquie et doit être réglée entre ces deux pays », avait déclaré le président Truman. « Cependant la question des Détroits nous concerne tous ainsi que de nombreux autres pays. »³ Un compromis était donc

2. Cité in : N. V. Koškin, « SSSR, SŠA, Anglija i tureckij krizis, 1945-1947 » (L'URSS, les États-Unis, l'Angleterre et la crise turque, 1945-1947), *Novaja i novejšaja istorija*, 3, 2002, p. 65.

3. *Ibid.*

possible à Potsdam : les Occidentaux fermaient les yeux sur une révision des frontières à condition que Stalin renonce à ses ambitions dans les Détroits⁴.

Les dirigeants géorgiens se saisirent de l'occasion. Hruščev a raconté par la suite comment

Berija ne cessait de tanner Stalin à propos des territoires autrefois géorgiens cédés à la Turquie, et il disait qu'il fallait en exiger la restitution [...]. Berija revenait sans cesse à la charge, taquinant Stalin, le poussant à agir...⁵

Dans ses *Mémoires* Sergo Berija confirme ce témoignage, tout en précisant le point de vue de son père :

À maintes reprises il m'a raconté comment la Turquie s'était emparée des terres géorgiennes, et j'ai l'impression qu'il n'était pas indifférent au destin des Mingréliens habitant dans ce pays. [...] Il souhaitait récupérer les terres géorgiennes et arméniennes annexées par la Turquie et les repeupler de Lazes. [...] Selon lui, il fallait éviter de faire peur aux Turcs, adopter à leur égard une politique plus fine afin qu'ils acceptent quelques concessions territoriales contre notre engagement à abandonner toute revendication sur les Détroits, à renoncer à la subversion communiste sur leur territoire.⁶

Les Archives présidentielles de Géorgie confirment le rôle central joué par Berija dans cette affaire. Le 17 mars 1944, la Géorgie avait été dotée d'un commissariat du peuple aux Affaires étrangères qui fut chargé de sous-traiter en quelque sorte la politique turque et, dans une moindre mesure, la politique iranienne de l'URSS. Ces domaines étaient confiés à l'adjoint du commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'URSS, Dekanozov, un protégé de Berija⁷.

G. Kiknadze, le commissaire du peuple aux Affaires étrangères de Géorgie se rendit à Moscou en octobre 1945, et il remit personnellement à Berija deux mémorandums, intitulés respectivement « La question des territoires géorgiens annexés par la Turquie » et « Les provinces géorgiennes arrachées par la Turquie » (voir doc. I en annexe). Les dirigeants géorgiens s'efforçaient de se concerter avec Moscou sur l'étendue des territoires réclamés à la Turquie en s'appuyant sur leur puissant compatriote au Kremlin.

Le premier des mémorandums (voir doc. II en annexe) souligne que, puisque la Turquie a unilatéralement violé pendant la guerre les clauses des traités du 16 mars 1921 entre la RSFSR et la Turquie et du 13 octobre de la même année entre les républiques transcaucasiennes et la Turquie,

4. *Ibid.*, p. 66

5. Cité in R. Suny, *The making of the Georgian nation*, Bloomington, Indiana University Press, 1994, p. 285.

6. Sergo Beria, *Beria, mon père : au cœur du pouvoir stalinien*, Paris, Plon-Critérion, 1999, p. 281.

7. V. M. Berežkov, *Rjedom so Staliny (À côté de Stalin)*, Moscou, Vagrius, 1988, p. 231. APG (Archives présidentielles de Géorgie), f. 14, op. 19, d. 209, l. 1.

[...] on peut envisager de dénoncer ces traités et par conséquent de restituer aux républiques soviétiques de Transcaucasie les territoires qui leur appartiennent depuis toujours. [...]

En cas de restauration des frontières de 1878-1918, la république de Géorgie pourrait prétendre à l'inclusion dans son territoire du secteur sud de l'ancienne province de Batoum, ainsi que des régions d'Artvin, d'Ardahan et d'Olti, soit un territoire d'une superficie totale de 12760 km². [...]

Si l'on souhaite poser la question des territoires annexés par la Turquie, la Géorgie pourrait également justifier ses droits sur trois des cinq districts de la Meskhétie du Sud-Ouest, sa province historique, à savoir, les districts de Parkhal, Tortom et Ispir. [...]

On peut aussi demander la restitution du Lazistan, où les Lazes sont turquifiés par la force. Les Lazes sont un peuple géorgien et ils parlent un dialecte géorgien. Si les autres possibilités sont exclues, on peut demander l'autonomie pour le Lazistan. [...]

Le rattachement des terres géorgiennes de la Meskhétie du Sud-Ouest et du Lazistan à la Géorgie donnerait à la Turquie et à l'URSS une frontière naturelle avantageuse pour les deux pays, suivant la ligne de partage des eaux entre le bassin du Tchorkh et ceux de l'Euphrate et de l'Araxe. Cette frontière garantirait la sécurité du Sud de la Géorgie et surtout du port de Batoumi sur la mer Noire.⁸

Le second mémorandum (voir doc. III en annexe) apporte en quelque sorte un commentaire explicatif au premier. Il traite des litiges entre l'Arménie et la Géorgie à propos des territoires cédés à la Turquie :

À la demande du cam. S. I. Kavtaradze, le commissariat du peuple aux Affaires étrangères de la république soviétique d'Arménie a déjà fait parvenir au NKID de l'URSS un mémorandum sur cette question. S. I. Kavtaradze s'est inspiré de ce mémorandum pour rédiger une note à l'intention de V. M. Molotov. Dans cette note le cam. Kavtaradze estime que la Turquie doit rendre à l'Union soviétique un territoire de 26 000 km² environ, dont 20 500 doivent revenir à la république soviétique d'Arménie, et 5 500 à la république soviétique de Géorgie. Dans la note du cam. Kavtaradze les anciennes régions d'Ardahan et d'Olti doivent être rattachées au territoire de l'Arménie.

La note que nous avons rédigée est analogue à celle du cam. Kavtaradze, sauf sur un point : nous estimons qu'outre la partie méridionale de l'ancienne province de Batoum et l'ancienne province d'Artvin, les provinces géorgiennes historiques d'Ardahan et d'Olti doivent être rattachées à la Géorgie.

Ainsi donc, la Géorgie doit recevoir un territoire de 12 760 km², l'Arménie doit recevoir un territoire de 13 190 km² (les anciennes provinces de Kars et de Kagisman, le district de Sourmalin appartenant à l'ancienne province d'Erevan, qui ont été attribués à la Turquie par le traité de 1921).

J'ai discuté cette question avec le cam. K. N. Čarkviani.⁹

Ces mémorandums furent transmis à Molotov, à Dekanozov et à Vyšinskij.

8. APG, f. 14, op. 19, d. 209, l. 55-57.

9. Premier secrétaire du PC de Géorgie de 1938 à 1952. Il avait été nommé à ce poste par Berija. APG, f. 14, op. 19, d. 209, l. 50-51.

Outre les deux documents mentionnés ci-dessus, le ministre des Affaires étrangères géorgien remit à Berija deux ouvrages historiques, l'un turc, *Le grand registre des terres du vilayet du Gurdjistan*, et l'autre russe, *Voyage archéologique dans les provinces d'Ardahan et d'Olti*, sous la rédaction de la comtesse Uvarova¹⁰. Ceci confirme l'intérêt manifesté par le chef du NKVD pour cette affaire. Le premier ouvrage constituait une source inestimable pour l'histoire des provinces méridionales de la Géorgie occupées par l'Empire ottoman au XVI^e siècle, tandis que le second fournissait une description des provinces d'Ardahan et d'Olti, temporairement rattachées à l'empire russe de 1878 à 1918.

Les archives géorgiennes contiennent également un mémorandum consacré à l'histoire et à la géographie du Lazistan et de la Meskhétie méridionale, document jusqu'ici ignoré par l'historiographie géorgienne. Ce texte a été rédigé à l'intention des dirigeants de la république par Simon Džanašia, l'un des auteurs de la célèbre « lettre des académiciens géorgiens », à la demande de Čarkviani, et peut-être de Berija lui-même, afin de justifier les prétentions géorgiennes sur les territoires demandés à la Turquie. Il date vraisemblablement de l'automne 1945 : en effet les territoires du Lazistan et de la Meskhétie méridionale décrits dans le memorandum de Džanašia correspondent totalement à ceux qui sont évoqués dans la « lettre des académiciens géorgiens ». Et c'est au Lazistan, dont l'intérêt économique est longuement évoqué, qu'est donnée la priorité.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer la fameuse « lettre des académiciens », intitulée « Nos revendications légitimes à l'égard de la Turquie », signée par les historiens Simon Džanašia et Niko Berdzenišvili, parue dans le journal *Kommunisti* du 14 décembre 1945 à l'instigation du pouvoir central. Les deux académiciens revendiquaient, au nom de l'opinion géorgienne, le rattachement à la Géorgie des provinces historiques géorgiennes prises par la Turquie, les régions d'Ardahan et d'Olti, les districts de Baiburd, Tortom, Ispir, Gumishkhane, le Lazistan, y compris Trébizonde et Gerasonte. Ce dernier point est particulièrement révélateur : on se rappelle que dans la note de Kiknadze évoquée plus haut, les dirigeants géorgiens envisageaient de se contenter d'une autonomie pour le Lazistan. On peut déceler dans cette évolution l'influence de Berija qui s'est chargé d'assurer le « lobbying » au Kremlin des revendications irrédentistes des dirigeants géorgiens. Dans ses *Mémoires*, Sergo Berija revient à plusieurs reprises sur l'importance attachée par son père au Lazistan.

Ces demandes furent reprises en chœur par Beridze, le cadî des musulmans adjares, Kalistrat Cincadze, le patriarche de la Géorgie, le linguiste Arnold Čikobava et d'autres, qui apportèrent des arguments nouveaux étayant les revendications géorgiennes. Cette campagne fut ensuite orchestrée dans la presse soviétique centrale, y compris dans *Krasnaja zvezda*. Ainsi, le 25 février 1946, à l'occasion du 25^e anniversaire de la Géorgie soviétique, la *Pravda* publia un article de

10. APG, f. 14, op. 19, d. 209, l. 52-53. Pour ces ouvrages, voir, en langue géorgienne : *Gurjistanis vilaietis didi davtari, Turquli teqsti gamosca, targmna da gamokvleva daurto Sergi Jiqiam*. T. 2, targmani, Tbilissi, 1941, et, en russe, P. S. Uvarova, *Materialy po arheologii Kavkaza*, Moscou, vvp. 1-14, 1888-1916.

Čarkviani dans lequel celui-ci évoquait les revendications de Tbilissi et soulignait leur bien-fondé et leur caractère légitime.

Les demandes territoriales des communistes caucasiens restèrent toutefois sans suite car, aux yeux de Stalin, l'essentiel était le contrôle des Détroits, visée impériale russe traditionnelle. Stalin considérait l'irrédentisme caucasien comme une monnaie d'échange à utiliser dans le jeu beaucoup plus vaste du rapport de forces au Moyen-Orient. Le conflit larvé entre le Kremlin et Tbilissi transparaît dans le récit de Sergo Berija :

Les articles [des professeurs Džanašia et Berdzenišvili] déplurent à Stalin. Ils les convoqua et leur donna l'ordre d'écrire l'inverse. Ces deux hommes, qui étaient intelligents, alléguèrent l'intérêt de la Géorgie, mais Stalin leur conseilla de surmonter l'esprit de clocher et, en clair, d'adopter la politique impériale russe.¹¹

Le témoignage d'Akakij Mgeladze, qui fut premier secrétaire de Géorgie en 1952-1953 et qui a laissé des *Mémoires* récemment parus à Tbilissi, va dans le même sens. Voici ce que lui confia le maréchal Tolbuhin au moment de la crise turque :

Lorsque les troupes qui se trouvaient sous mon commandement entrèrent en Bulgarie [en 1944], j'ai téléphoné au camarade Stalin et je lui ai proposé de libérer les terres géorgiennes se trouvant en Turquie. Il m'interdit immédiatement de le faire, en me disant que c'était impossible pour des raisons politiques. Mais je ne cessais d'y penser et je me disais qu'il serait peut-être possible de convaincre le camarade Stalin, d'obtenir son autorisation. La tentation était grande pour un militaire comme moi. Je rappelai Stalin et il me dit de n'y plus penser, car ce serait une aventure. Si le camarade Stalin me l'avait permis, j'aurais libéré ces terres en 24 heures, mais le camarade Stalin voit plus loin que nous...¹²

Or nous savons grâce à Sergo Berija que Tolbuhin était proche de Berija et que celui-ci avait été envoyé par Stalin rejoindre Tolbuhin sur le front des Balkans¹³.

Ceci est aussi confirmé par le récit de Molotov à Čuev. À plusieurs reprises le ministre des Affaires étrangères soviétique insiste sur le fait que c'est Stalin lui-même qui a insisté pour que fût soulevée la question des Détroits. En revanche, évoquant les revendications territoriales, Molotov met l'accent sur les communistes caucasiens :

À cette époque l'Azerbaïdjan ambitionnait de doubler sa superficie au détriment de l'Iran. Nous avons commencé à tâter le terrain : personne ne nous a soutenus. Nous avons aussi essayé de réclamer la région près de Batoumi, car autrefois elle était peuplée de Géorgiens. Les Azéris voulaient prendre la partie azerbaïdjanaise, les Géorgiens la leur. On voulait aussi rendre l'Ararat aux Arméniens.¹⁴

11. S. Beria, *op. cit.*, p. 282.

12. A. Mgeladze, *Stalin, kakim ja evo znal (Stalin, tel que je l'ai connu)*, Tbilissi, 2001, p. 61-62.

13. S. Beria, *op. cit.*, p. 156.

14. F. Čuev, *Molotov : Poludržavnyj vlastelin (Molotov : le maître demi-souverain)*, Moscou, Olma-Press, 1999, p. 147-150.

On peut donc contester l'affirmation de Kuniholm¹⁵ selon laquelle Stalin avait formulé des revendications territoriales à l'égard de la Turquie parce qu'il était Géorgien : pour Stalin ces revendications étaient une monnaie d'échange qui devait faciliter la réalisation de son principal objectif, l'accès aux Détroits.

2. La crise iranienne

La politique soviétique en Iran révèle la même volonté des dirigeants caucasiens de détourner à leur profit les intérêts de grande puissance de l'URSS en les infléchissant à l'occasion. Elle suscitera un conflit entre la direction stalinienne et le « lobby » caucasien qui est attesté à la fois par les archives et les mémoires des protagonistes.

C'est en Iran que la fragilité de la grande alliance est la plus visible, et ce dès les premiers jours de l'occupation conjointe par la Grande-Bretagne et l'URSS de l'Iran en août 1941. La politique soviétique semble poursuivre plusieurs objectifs à la fois. D'abord Moscou entreprend de créer un parti communiste iranien étroitement contrôlé, le parti Tudeh qui voit le jour en octobre 1941. Parallèlement, comme nous allons le voir, le Kremlin semble envisager immédiatement de jouer la carte de l'irrédentisme caucasien. Enfin, à partir de 1943, l'attention des Soviétiques semble se concentrer sur le pétrole et l'obtention de concessions en Iran du Nord.

La proposition faite par les Britanniques à Stalin, en septembre 1941, de faire stationner des troupes britanniques dans le Caucase afin de protéger le pétrole de Bakou d'une attaque allemande avait vivement inquiété le dictateur soviétique. Soupçonnant les Anglais d'avoir des visées dans le Caucase, Stalin, loin de les autoriser à pénétrer en Transcaucasie, va chercher à renforcer les positions soviétiques en Iran. Après la signature, le 29 janvier 1942, du traité d'alliance entre Iran, URSS et Grande-Bretagne, dans lequel les puissances occupantes s'engageaient à respecter l'intégrité territoriale de l'Iran, le gouvernement Ghavam décide d'accroître son orientation proaméricaine. Une mission financière américaine est invitée en Iran, suivie à l'automne par une mission militaire.

Pour Stalin, il ne s'agit plus seulement d'encourager le séparatisme en Azerbaïdjan iranien. La politique soviétique est infiniment plus ambitieuse, visant à créer un axe nord-sud de tribus iraniennes prosoviétiques, permettant à Moscou de se créer un débouché sur le golfe Persique. L'évolution de cette politique est perceptible dans un mémorandum rédigé à l'intention de Čarkviani et de Stalin en mars 1942 par le général I. Tjulenev, commandant de la région militaire de Transcaucasie (voir doc. IV en annexe). Après avoir décrit la situation politique et écono-

15. B. R. Kuniholm, *The origins of the cold war in the Near East. Great power conflict and diplomacy in Iran, Turkey, and Greece*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1980, p. 358-359.

mique en Azerbaïdjan iranien et évoqué les tâches à accomplir par les troupes soviétiques occupant la province, Tjulenev tire la sonnette d'alarme :

Le gouvernement iranien prend toutes sortes de mesures de centralisation accélérée, il exige même de déployer des unités iraniennes dans les régions occupées par les troupes soviétiques. [...]

L'inclusion d'Anglophiles dans le gouvernement, la propagande faite par la presse iranienne en faveur des avantages matériels de l'alliance anglo-iraniennne, l'apparition en Iran de chefs kurdes importants venus d'Irak et la politique d'union des Kurdes qu'ils mettent en œuvre témoignent du renforcement de l'influence anglaise...¹⁶

Autrement dit les Soviétiques s'inquiètent de voir la « corrélation des forces » en Iran évoluer dans un sens défavorable pour eux après la création du cabinet Ghavam en janvier 1942 : « Depuis la venue au pouvoir de ce cabinet probritannique, les Anglais sont en passe de devenir les maîtres de l'État iranien. »¹⁷ Le document déplore longuement l'efficacité de la police iranienne prompte à débusquer les éléments prosoviétiques. Si encore les Soviétiques pouvaient s'appuyer sur le parti Tudeh : mais il n'en est pas question car, sur les 21 membres du Présidium du parti, 19 sont des agents provocateurs¹⁸ ! Les Anglais, eux, ne cessent de marquer des points : ils contrôlent tous les ports du golfe Persique, ils contrôlent la voie ferrée transiranienne jusqu'à Téhéran où ils ont déployé 1 500 hommes ; ils sont en train d'unir tous les Kurdes autour d'Amir Rachid Khan et du sheikh Abdullah ; ils appuient l'exigence iranienne d'introduire des troupes gouvernementales en Azerbaïdjan du Sud¹⁹. En un mot le général Tjulenev préconise une politique plus offensive :

Notre politique de non-ingérence totale dans les affaires intérieures de l'Iran, notre loyauté à l'égard des représentants locaux du gouvernement iranien, la discipline stricte et l'ordre militaire que nous faisons régner dans les unités de l'Armée rouge stationnées dans la région sont interprétés par ceux qui sont mal disposés à notre égard comme un indice de faiblesse, car ils sont accoutumés au « droit du plus fort »...²⁰

Dès janvier 1942 les Soviétiques commencent à organiser des livraisons massives d'armement aux Kurdes : « Les Kurdes sont un poignard tout prêt que l'on peut diriger contre la Turquie, l'Iran ou l'Irak. [...] Nous ne pouvions abandonner ce monopole aux Anglais », explique Beriia à son fils²¹. Un Kurdistan et un Luristan prosoviétiques devaient permettre de désenclaver l'Azerbaïdjan et d'offrir

16. APG, f. 14, op. 16, d. 168, l. 101-102.

17. *Ibid.*, l. 106.

18. *Ibid.*, l. 103.

19. *Ibid.*, l. 107.

20. *Ibid.*, l. 102.

21. S. Beriia, *op. cit.*, p. 128.

à Moscou un accès au golfe Persique, en même temps que la possibilité de menacer les régions de Mossoul, de Kermanshakh et d'Abadan, vitales pour l'approvisionnement en pétrole des Britanniques, comme le soulignait le rapport de Tjulenev déjà cité. À l'été 1942, lorsque la débâcle de l'Armée rouge sur le front caucasien semble imminente, les dirigeants soviétiques portent leur regards sur les Géorgiens iraniens, les descendants de prisonniers chassés de Géorgie à l'époque du shah Abbas, au début du xvii^e siècle. Ils sont 26 000 environ, installés à Fereidan, au nord-ouest d'Ispahan, et en dépit d'une islamisation forcée, ils ont conservé leur langue et leurs coutumes. Le premier document des archives présidentielles géorgiennes évoquant les Géorgiens du Fereidan est daté du 25 juillet 1942. Il s'agit d'une liste d'ouvrages et de disques géorgiens ainsi que d'instruments de musique géorgiens « destinés à satisfaire les besoins artistiques de la population géorgienne de Fereidan » envoyée par Čarkviani à l'ambassade soviétique à Téhéran à la demande de Smirnov, l'ambassadeur soviétique en Iran²². Smirnov était opposé à l'utilisation par Moscou de la carte kurde : il était d'avis que mieux valait miser sur les Azerbaïdjanais d'Iran et les Géorgiens du Fereidan.

À partir de la victoire de Stalingrad, le conflit traditionnel entre Russes et Britanniques à propos de l'Iran redevient visible²³. À l'été 1943, la diplomatie soviétique en Iran connaît un regain d'activité. En juin, Ašurov, le vice-consul soviétique à Ispahan, envoie à Dekanozov, alors adjoint au commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'URSS, une note détaillée sur les Géorgiens du Fereidan. Cette note sera expédiée à Čarkviani le 26 mars 1944, ce qui témoigne de l'importance que l'on attachait à cette affaire à Moscou²⁴. On y trouve une histoire des Géorgiens du Fereidan, une description de l'emplacement de leurs villages et de leurs dispositions politiques. Le document souligne leur caractère arriéré sur le plan politique et culturel, mais n'en recommande pas moins l'utilisation des Géorgiens iraniens pour la réalisation des objectifs de la politique étrangère de l'URSS, grâce à l'exploitation de leur sympathie pour leur patrie et de leur animosité à l'égard du pouvoir central. Il est aussi fait mention du voisinage des Lures et des Bakhtiars, également hostiles au gouvernement de Téhéran²⁵ — ce point est particulièrement important à notre avis. Rappelons qu'à l'été 1942, au moment de l'avance de la *Wehrmacht* dans le Caucase, le *Sicherheitsdienst* et l'*Abwehr* avaient conçu le dessein d'utiliser les Bakhtiars contre les Alliés, avec l'appui d'autres forces proallemandes. L'*Abwehr* envisageait d'organiser un coup d'État en Iran au moment où les troupes de la *Wehrmacht* auraient occupé l'Azerbaïdjan et atteint la frontière iranienne, en faisant appel au général Zakhedi qui devait agir à Ispahan « en coordination avec les Bakhtiars ». Ensuite des brigades armées stationnées au Louristan et au Khouzistan devaient s'emparer de ces régions et « les Bakhtiars et les Qashqa'i devaient

22. APG, f.14, op. 16, d. 201, l. 5, 7-12.

23. B. R. Kuniholm, *op. cit.*, p. 142.

24. APG, f. 14, op. 25, d. 229, l. 14.

25. *Ibid.*, l. 58

s'assurer le contrôle des gisements pétroliers du Sud »²⁶. Il n'est pas exclu que Stalin se soit inspiré de ces plans — après tout, ses objectifs étaient identiques à ceux du Reich dans ce domaine.

Cet intérêt pour les Géorgiens du Fereidan s'explique par le fait que, fin 1943, les compagnies pétrolières américaines Standard Vacuum et Sinclair Oil, ainsi que la compagnie British Petroleum, avaient entamé des négociations avec le gouvernement iranien en vue d'obtenir une concession dans le Belouchistan. Le 8 août 1944, Américains et Britanniques étaient parvenus à un accord en vue d'une coopération ultérieure en matière de politique pétrolière — ce qui ne pouvait qu'alarmer les Soviétiques : le 16 août, Berija adressa à Stalin et à Molotov un rapport sur la production et les réserves mondiales de pétrole. Il y soulignait l'existence de contradictions anglo-américaines dans la lutte pour le contrôle des gisements iraniens et proposait de « prendre en main, de façon énergique, les pourparlers avec l'Iran afin d'obtenir des concessions dans le Nord du pays. Les Anglais, ainsi peut-être que les Américains, s'opposent en secret à ce que l'exploitation des gisements de pétrole dans le Nord de l'Iran soit octroyée à l'URSS ». Berija recommandait la participation de l'URSS aux pourparlers anglo-américains « pour la défense des intérêts de l'URSS dans la sphère des affaires pétrolières internationales »²⁷.

Après le refus, le 11 octobre 1944, par la Medlis d'accorder aux Soviétiques une concession dans le Nord de l'Iran avant la fin de la guerre et l'évacuation des troupes étrangères du territoire iranien, la confrontation entre Soviétiques et Occidentaux en Iran devint aiguë.

C'est en juin 1945 que Stalin décide de mettre en œuvre une politique beaucoup plus agressive à l'égard de l'Iran. Il vient d'apprendre par le renseignement militaire que les Britanniques se livrent à une prospection pétrolière dans le Nord et l'Est de la région de Téhéran. Les militaires soviétiques y voient le début d'une pénétration anglaise dans ces régions riches en pétrole, d'une poussée anglaise jusque vers les côtes de la mer Caspienne. Le 11 juin, le Comité central confie à Molotov, Kavtaradze et Bagirov le soin d'élaborer des propositions en vue de l'organisation de mouvements séparatistes en Azerbaïdjan iranien et dans le Nord de l'Iran. Le 6 juillet, le *Politbjuro* adopta une résolution secrète intitulée « Mesures pour l'organisation d'un mouvement séparatiste en Azerbaïdjan du Sud et dans les autres régions du Nord de l'Iran ». La résolution prévoyait d'obtenir l'autonomie de l'Azerbaïdjan du Sud au sein de l'Iran et de mettre sur pied des mouvements autonomistes au Guilan, au Mazandaran et au Khorassan. La direction du mouvement autonomiste devait être confiée à un « parti démocratique d'Azerbaïdjan » recruté parmi les militants locaux du parti communiste iranien. La résolution soulignait particulièrement la nécessité de créer un mouvement autonomiste parmi les Kurdes d'Iran.

26. L. Sockov, *Neizvestnyj separatizm : na službe SD i Abvera (Séparatisme inconnu : au service du SD et de l'Abwhér)*, Moscou, Ripol klassik, 2003, p. 206.

27. N. I. Egorova, « Iranskij krizis 1945-1946 » (La crise iranienne 1945-1946), *Novaja i novejšaja istorija*, 3, 1994, p. 27-28.

La mise en œuvre de ce programme fut confiée à Bagirov qui, depuis longtemps, cherchait à convaincre les autorités centrales d'unifier l'Azerbaïdjan²⁸. Fin août fut annoncée la création du Parti démocratique d'Azerbaïdjan. En novembre les insurgés contrôlaient la province, l'Armée rouge ayant empêché les troupes iraniennes d'intervenir. Le 10 décembre, Džafar Piševari, le chef des autonomistes azerbaïdjanais, proclama le Gouvernement autonome de Tabriz ; en janvier 1946, un gouvernement autonome kurde était créé²⁹. Il faut noter que Bagirov, tout à ses projets, était opposé à la création de cette autonomie kurde en Iran. Il aurait préféré englober la région kurde dans le Gouvernement autonome de Tabriz en se contentant d'accorder aux Kurdes une autonomie culturelle. Bagirov s'opposait aussi aux dirigeants de l'Arménie soviétique qui essayaient d'obtenir du Kremlin l'autorisation de créer une région autonome arménienne dans la région d'Ourmia où se trouvait une importante population arménienne. Erevan espérait rattacher cette région à l'Arménie soviétique en cas de démembrement de l'Iran³⁰.

Stalin se garda de se rallier aux vues de Bagirov sur la question kurde. Il ne tenait sans doute pas à ce que les Azerbaïdjanais acquièrent une position trop prépondérante dans la région, ce qui risquait de faire renaître le panturquisme. Il se donnait les moyens de contrôler la politique de Bagirov en Iran. En outre le Kremlin ne pouvait compter que sur les peuples vivant au Sud de l'Azerbaïdjan iranien, les Kurdes, les Loures, les Bakhtiars, pour réaliser son objectif stratégique véritable : déstabiliser les régions du Mossoul et du golfe Persique afin de saper les positions britanniques au Moyen-Orient. Ceci est confirmé par Pavel Sudoplatov, qui note dans ses *Mémoires* que Bagirov voulait utiliser les Kurdes pour déstabiliser l'Azerbaïdjan iranien, tandis qu'à Moscou

[...] on considérait que les Kurdes pouvaient jouer un rôle infiniment plus important, en contribuant à renverser le régime proanglais en Irak. Nous comptions sur les Kurdes pour saboter les installations pétrolières du Mossoul qui étaient indispensables à l'approvisionnement des forces armées anglo-américaines stationnées au Moyen-Orient et dans la Méditerranée.³¹

L'utilisation des Géorgiens du Fereidan s'inscrit dans cette politique de Stalin. En septembre 1945, Kiknadze fit savoir à Molotov que

[la Géorgie] était prête à fournir une aide fraternelle aux Géorgiens d'Iran et recommandait d'envoyer en Iran un groupe de médecins, d'enseignants, d'historiens, de linguistes et d'autres spécialistes afin d'étudier de près la situation des Géorgiens d'Iran [...] et d'établir des contacts culturels directs entre la république de Géorgie et l'Iran. Les membres de ce groupe pourraient faire des conférences s'adressant aux éléments progressistes en Iran [...]. Au retour de ce

28. J. Hasanli, *op. cit.*, p. 76-78.

29. B. R. Kuniholm, *op. cit.*, p. 274-279, 282-283, 305.

30. J. Hasanli, *op. cit.*, p. 205-207.

31. P. A. Sudoplatov, *Specoperacii. Lubjanka i Kreml' 1930-1950 (Missions spéciales. La Lubjanka et le Kremlin, 1930-1950)*, Moscou, Olma Press, 1997, p. 425.

groupe, il serait possible d'élaborer de nouvelles mesures d'aide aux Géorgiens d'Iran ou de mettre à l'ordre du jour leur rapatriement en Géorgie, ce que nombre d'entre eux souhaitent, à notre connaissance.³²

La perspective du rattachement de l'Azerbaïdjan iranien à l'Azerbaïdjan soviétique avait fait naître chez les communistes géorgiens et arméniens l'espoir d'obtenir de l'Azerbaïdjan des révisions territoriales. Les Géorgiens du Fereidan étaient, pour la plupart, originaires des districts de Kakh, de Zakatala et de Belakan (la province de Saingulo). Après la déportation des Géorgiens au XVIII^e siècle, ces régions furent peuplées par des Lezgues du Daghestan et finalement rattachées en 1921 à l'Azerbaïdjan. Il y restait 35 000 Géorgiens.

À l'automne 1945, Stalin avait pris de longues vacances à Gagry. Les dirigeants géorgiens décidèrent de profiter de l'occasion pour le sonder sur le rattachement éventuel de Saingulo à la Géorgie. Le prétexte était tout trouvé : la traduction russe d'un nouveau manuel d'histoire de la Géorgie paru en 1943 sous la rédaction de Simon Džanašia était en cours et les dirigeants géorgiens voulaient avoir l'opinion du chef sur cet ouvrage, et notamment sur la manière dont il présentait les frontières historiques de la Géorgie. Les archives personnelles de Simon Džanašia contiennent des notes prises lors de cet entretien avec Stalin :

Stalin étudia attentivement la carte à l'aide d'une loupe.

Stalin — Qu'en est-il de Belakan ?

Čarkviani — Est-ce l'histoire qui vous intéresse ? C'est Maharadze³³ qui l'a attribué à l'Azerbaïdjan. J'ai trouvé la résolution qui porte sa signature, selon laquelle nous renoncerions solennellement à Saingulo...

Stalin — Maharadze n'y est pour rien. C'est Ordžonikidze qui a décidé. Il ne nous en a informés qu'après. C'est Sergo qui a fait ça. Il tranchait la question nationale à la manière d'un komsomol.

Čarkviani — Saingulo doit nous être restitué.

Stalin — Maintenant c'est difficile. Mais si l'Azerbaïdjan reçoit quelque chose de l'Iran, alors ce sera possible.

Suivit une discussion sur Fereidan :

Čarkviani — Il faut les faire revenir [en Géorgie].

Stalin — Combien sont-ils ? Qui sont-ils ? Peut-être...

Stalin semblait l'envisager.

Puis il parla des Perses : selon lui, les Géorgiens de Fereidan avaient régressé en étant installés en Iran³⁴.

32. APG, f. 14, op. 19, d. 209, l. 44-45.

33. Filipp Maharadze, vieux bolchevik géorgien (1868-1941), un des rares à avoir survécu aux purges. À partir de 1938 il présidait le Soviet suprême de Géorgie.

34. Carnets de Simon Djanachia in : Rousoudan Djanachia, ed., « Trois jours inoubliables : une visite chez Stalin » (en géorgien), *Sakartvelos Respublika*, n° 128, 06.06.2004.

Ayant reçu le feu vert de Stalin, les communistes géorgiens passèrent à l'action.

Dans ses *Mémoires*, M. G. Sejdov, le deuxième secrétaire d'Azerbaïdjan à cette époque, rapporte qu'un jour de l'automne 1945, Bagirov avait rencontré Berija et Mikoïan devant le bureau de Stalin. Tous deux lui déclarèrent que la question de l'Azerbaïdjan iranien était déjà résolue et que bientôt l'Azerbaïdjan soviétique allait considérablement s'agrandir. Puis ils exprimèrent l'espoir que, dans ces conditions, Bagirov allait se montrer généreux et autoriser le rattachement à l'Arménie du Haut-Karabakh et le rattachement à la Géorgie des districts géorgiens du Nord de l'Azerbaïdjan. Bagirov répondit qu'il était prématuré d'envisager la chose³⁵. Cependant Tbilissi obtint l'autorisation de Moscou et de Bakou d'envoyer dès 1945 des professeurs de géorgien dans les écoles des districts en question, et même d'ouvrir des écoles où l'enseignement se faisait en géorgien. De son côté, l'Église géorgienne expédia sur les lieux un représentant du patriarche³⁶. En juin 1946, quand le rattachement de l'Azerbaïdjan iranien à l'Azerbaïdjan soviétique semblait imminent aux yeux des dirigeants soviétiques, les autorités des districts géorgiens d'Azerbaïdjan adressèrent une lettre à Stalin pour solliciter la restitution de leur région à la Géorgie. Le 28 juin, ce document signé par Poskrebyshev fut expédié à Čarkviani et à Bagirov que Stalin chargeait de se mettre d'accord. Le document, qui se trouve dans les Archives présidentielles de Géorgie, porte la mention de la main de Čarkviani : « conserver jusqu'à la réponse du cam. Bagirov »³⁷. Stalin ne souhaitait certainement pas voir le futur Azerbaïdjan réunifié dominer le Caucase, ce qui l'incitait à autoriser les rectifications territoriales proposées par les communistes géorgiens et arméniens. En outre, la promesse d'un rapatriement fournissait un argument puissant à la propagande soviétique parmi les Géorgiens d'Iran.

À l'été 1946 le commissaire du peuple aux Affaires étrangères de Géorgie obtint la nomination d'un diplomate géorgien au consulat soviétique d'Ispahan doté d'une « mission spéciale » auprès des Géorgiens de Fereïdan³⁸. Le 10 août 1946, le gouvernement géorgien proposa à nouveau d'envoyer une délégation en Iran, sous prétexte d'apporter une aide humanitaire aux Géorgiens de Fereïdan. Une fois encore, il préconisait « un rapatriement immédiat des Géorgiens qui le souhaiteraient »³⁹. En octobre 1946, Dekanozov autorisa Tbilissi à diffuser des émissions radio destinées aux Géorgiens d'Iran⁴⁰. L'intensification des tentatives de subversion soviétique parmi les Géorgiens du Fereïdan s'explique par la révolte, le 20 septembre, des Qashqa'i probritanniques et proaméricains⁴¹. Stalin voulait se

35. E. Ismajlov, *Vlast' i narod. Poslevoennyj stalinizm v Azerbaidžane 1945-1953 (Le pouvoir et le peuple. Le stalinisme d'après-guerre en Azerbaïdjan, 1945-1953)*, Bakou, 2000, p. 238.

36. *Ibid.*, p. 249-251.

37. APG, f. 14, op. 20, d. 271, l. 1, 3, 9, 10.

38. APG, f. 14, op. 22, d. 412, l. 33.

39. APG, f. 14, op. 20, d. 253, l. 31.

40. *Ibid.*, l. 119-120.

41. B. R. Kuniholm, *op. cit.*, p. 385.

donner les moyens de susciter des troubles dans la zone d'influence du rival anglais. Enfin, début décembre, les autorités géorgiennes reçurent l'autorisation de nouer des contacts directs avec les Géorgiens d'Iran. Le 3 décembre, Kiknadze demandait à Petre Šaria, deuxième secrétaire de la république, « de fournir des livres et des périodiques » pour les Géorgiens d'Iran⁴². Cependant l'offensive du gouvernement iranien contre les séparatistes de Tabriz et les éléments prosoviétiques fit avorter ces projets, et Tbilissi dut rappeler d'Ispahan le diplomate chargé de « travailler » parmi les Géorgiens du Fereidan⁴³.

Le cas des Géorgiens du Fereidan comme celui des Azéris iraniens illustre les conflits d'intérêt entre la direction stalinienne et les communistes locaux. Aux yeux du pouvoir central, ces minorités étaient des pions à utiliser pour réaliser les ambitions géopolitiques de Stalin ; les communistes azéris, eux, souhaitaient créer le Grand Azerbaïdjan, alors que les communistes géorgiens favorisaient le rapatriement des Géorgiens d'Iran menacés d'assimilation. Quant à Stalin, tantôt il encourageait les initiatives des communistes caucasiens, lorsqu'elles allaient dans le sens de ses objectifs, tantôt il rappelait à l'ordre ses vassaux lorsque leurs ambitions lui semblaient contrarier ses desseins. À plusieurs reprises, le ministère des Affaires étrangères de l'URSS mit un frein aux tentatives des communistes géorgiens de développer les contacts avec les Géorgiens de Fereidan. Ceux-ci intéressaient Moscou car ils formaient une population compacte au cœur de l'Iran, à proximité du Kurdistan, de la voie ferrée transiranienne, du golfe Persique et des gisements pétroliers du Mossoul et d'Abadan. Stalin approuvait les efforts de Tbilissi visant à ranimer en eux la conscience nationale géorgienne et à leur imprimer une orientation prosoviétique, mais il les voulait en Iran, où ils devaient constituer un foyer potentiel de troubles et un instrument de pression éventuel sur Téhéran. Bien évidemment il ne leur accordait pas la même importance qu'aux mouvements séparatistes azerbaïdjanais et kurde ; ils ne représentaient qu'une monnaie d'échange supplémentaire dans les tractations entre Moscou et Téhéran, un pion minime dans la guerre froide qui commençait à se développer au Moyen-Orient.

Bagirov fut forcé de consentir à un sacrifice plus grand encore. L'annonce, en mars 1946, du retrait des troupes soviétiques de l'Azerbaïdjan iranien fut un coup très dur pour lui, comme en témoignent les *Mémoires* de Sejdov déjà cités qui rapportent la scène. Stalin téléphona à Bagirov et lui dit de but en blanc :

« Nous sommes obligés d'évacuer nos troupes, préparez vos propositions et dites-nous ce qu'il faut faire dans cette situation... » D'une voix suppliante, Bagirov implora Stalin de ne pas retirer les troupes ; il fit valoir que les choses commençaient tout juste à prendre tournure, que tous les efforts déployés seraient vains, que le mouvement [autonomiste] serait fichu, alors que c'était un

42. APG, f. 14, op. 20, d. 253, l. 114.

43. APG, f. 14, op. 22, d. 412, l. 33. Le projet était cependant vivace, puisqu'en juillet 1947 le ministère des Affaires étrangères géorgien envoya à Téhéran un diplomate qui rédigea un rapport spécial sur les Géorgiens du Fereidan, même s'il ne parvint pas à entrer en contact avec eux. Ce rapport soulignait l'orientation proTudeh des Géorgiens du Fereidan, alors que celui d'Ašurov en 1943 avait noté que les Géorgiens d'Iran étaient apolitiques. Voir APG, f. 14, op. 22, d. 412, l. 33-34.

enjeu immense pour la nation. Mais Stalin demeura inflexible. Bagirov l'ayant encore supplié à deux reprises, Stalin lui dit : « C'est un ordre, il faut l'exécuter. Nous ne pouvons pas commencer une nouvelle guerre. » L'entretien téléphonique avait duré plus de vingt minutes. Bagirov raccrocha d'une main tremblante, se prit la tête entre les mains et, après un long silence, se mit à répéter : « Quelle tragédie ! Comment cela va-t-il finir ? Ghavam aura leur peau à tous, il a trompé Stalin... »⁴⁴

Centre d'études du monde russe, soviétique et post-soviétique

EHESS

54, boulevard Raspail

75006 Paris

gmamoulia@hotmail.com

44. E. Ismajlov, *op. cit.*, p. 50.

I — Le commissaire des Affaires étrangères de Géorgie,
G. I. Kiknadze, au secrétaire du CC du parti communiste
de Géorgie, le camarade K. N. Čarkviani, 26 oct. 1945

53 2-
49 6

Грузинского вклада", "Археологическое путешествие
в Ардаганский и Олтинский округа", под редакцией Граф-
ни Уваровой.

ПРИЛОЖЕНИЕ: по тексту на 29... листах.

НАРОДНЫЙ КОМИССАР ИНОСТРАННЫХ
ДЕЛ ГРУЗИНСКОЙ ССР (Г.И. КИКНАДЗЕ).

Отпечатано 2-3 экз.
из № 1 в адрес.
из № 2 в дело.
ГПУ/вгд

СОВ. СЕКРЕТНО: Экз № 1-
 

II — « La question des territoires géorgiens
annexés par la Turquie »,
4 sept. 1945

56
27-9
45
как немецкой агентурой, и ставила перед собой задачей создания "Большой Турции" за счет отторжения от СССР Крыма, Кавказа и др. его частей.

В силу того, что Турция фактически односторонне прекратила действие договоров о дружбе, заключенных между Советскими республиками и ею, может встать вопрос о де-юре этих договоров, а следовательно и о возвращении Советских республикам. Закавказья исконные принадлежавших им территорий.

3. При разрешении вопроса о восстановлении границы 1878-1918 г.г. Грузинская ССР могла бы претендовать на включение в состав своей территории южного сектора быв. Батумского округа и бывших Артинского, Ардаганского и Олтинского округов, общая площадь которых равна 12.760 кв. км.

Территория упоминаемых округов с древних времен являлась грузинской землей и ее коренное население в национальном, этнографическом и языковом отношении тесно связано с грузинами. Достаточно напомнить, что здесь находились главные государственные и культурные центры средневековой Грузии и ее столицы до XII века - Артакути.

В этих местностях имеется пастбища, на которые ранее всегда перекочевывал скот из Грузии. Отсутствие возможности пользоваться этими пастбищами задерживает развитие животноводства в Грузии. В южной части быв. Батумской области находится Мургульский и Визирханский медные рудники, являющиеся одними из богатейших медных месторождений на Кавказе, о которых Э.И.Денис писал в 1921 г. в телеграмме, адресованной

ССС. СЕРГЕЕВУ.

45
54
К ВОПРОСУ О ГРУЗИНСКИХ ТЕРРИТОРИЯХ,
ВЫДЕЛЕННЫХ В СОСТАВ ТУРЦИИ.

1. 16 марта 1921 года был заключен "Договор о дружбе и братстве" между РСФСР и Турцией, а 13 октября 1921 г. аналогичный договор между Советскими республиками Закавказья и Турцией. Эти договоры были заключены, как известно, в течение для молодых Советских республик года.

По договору от 13 октября 1921 г. Советские республики были вынуждены, во избежание войны, уступить Турции, по ее безосновательным претензиям, часть своей территории, которая в то время уже была оккупирована Турцией.

Таким образом, от Советского Закавказья были отторгнуты южный сектор быв. Батумского округа и полностью бывшие Артинский, Ардаганский, Олтинский, Нарский и Кагызманский округа и Сурмалинский уезд быв. Эрзранской губернии.

2. В период Отечественной войны Советского Союза против фашистской Германии, Турция нарушила основные принципы и постановления, на которых базировались договоры от 1921 г. Нарушение Турцией данных договоров состоялось в значительной позиции и действиях в отношении Советского Союза, которые не могли согласовываться ни с духом, ни со смыслом существующих договоров о дружбе. Особо явно это выразилось в ущемлении интересов со стороны Турции разгромленной и активной деятельности на своей территории антисоветской организации "патриотическая". Эта организация являлась не чем иным,

III — « Les provinces géorgiennes arrachées par la Turquie »,
4 sept. 1945

50 ✕

рой, в ставившей перед собой задачу создания "Великой Турции" за счет отторжения от СССР Кавказа, Кавказа и др. ее частей.

В силу того, что Турция фактически односторонне прекратила действие договоров о дружбе, заключенных между Советскими Республиками и ею, может встать вопрос о денонсации этих договоров, а следовательно и о возвращении Советским Республикам Закавказья исконные принадлежавших им территорий.

В связи с этим нами подготовлена докладная записка или Наркома Иностранных Дел СССР, в которой приводятся исторические и этнографические обоснования принадлежности к Грузинской ССР южного сектора быв. Батумского округа и полностью быв. Артегинского, Ардаганского и Олтинского округов.

Наркоминдел Армянской ССР по запросу тов. Кавтарадзе С.И. уже подал в ЦКД СССР докладную записку по этому вопросу.

На основании этой докладной тов. Кавтарадзе С.И. послал тов. Мологову В.М. справку за своей подписью.

Согласно этой справке тов. Кавтарадзе С.И. отмечает, что территория подлежащая возврату Турцией Советскому Союзу, составляет примерно 26.000 кв.км., из коих 20.500 кв.км. должны войти в состав Армянской ССР, а 5.500 кв.км. в состав Грузинской ССР, Бывший Ардаганский и Олтинский округа в справке тов. Кавтарадзе С.И. отнесены к территории Армении.

Составленная нами справка, будучи аналогичной справке тов. Кавтарадзе С.И., отличается от последней тем, что в ней указано на то, что кроме южного сектора быв. Батумского округа и быв. Артегинского округа

Копия:

494

Тов. Бутин Л.П.

13 - Октября 1921 года был заключен договор о дружбе между Советскими Республиками Закавказья и Турцией. Этот договор и аналогичные договоры о дружбе и братстве между РСФСР и УССР с одной стороны и Турцией с другой стороны были заключены, как известно в явном виде для молодых Советских Республик годы.

По договору от 13- Октября 1921 года Советские Республики были вынуждены, во избежание войны, уступить Турции по ее безосновательным претензиям часть своей территории, которая в то время уже была оккупирована Турцией.

Таким образом от Грузии были отторгнуты южный сектор быв. Батумского округа и полностью бывшие Артегинский, Ардаганский и Олтинский округа.

В период Отечественной войны Советского Союза против фашистской Германии, Турция нарушила основные принципы и постановления договора от 13-Х-1921 года, которые явно недружественно заключены и ясно формулированы в его ст. 10. Нарушение Турцией данного договора состояло в занятии ею позиций и действий в отношении Советского Союза, которые не могли согласовываться ни о духом, ни со смыслом существующего договора о дружбе. Это выразилось в умышленном попустительстве со стороны Турции развернутой и активной деятельности на своей территории антисоветской организации "пантуркистов", являвшейся ни чем иным, как немецкой агенту-

III — (suite)

54.-
 как мы считаем должны быть воссоединены с Грузинской ССР ее исторические провинции — Ардаганский и Олтинский округа.

Таким образом предполагается, что в состав Грузинской ССР должна войти территория равная 12.760 кв. км., а в состав Армянской ССР — 12.190 кв. км. (быв. Карсский и Кагызманский округа и Сурмалинский уезд быв. Эриванской губ.), отошедшие к Турции по договору 1921 года.

По этому вопросу я говорил с тов. Н.И. Чаркваняни. Прилагаю краткую справку о территории Грузии, отошедшей к Турции по договору от 1921 года и об исторических провинциях Грузии, находящихся под турецким владением.

Прому Вашим указаний.

Н.П. НАРКОМ ИНОСТРАННЫХ ДЕЛ
 ГРУЗИНСКОЙ ССР. (Т.КИНЧАДЗЕ).-

ВЕРНУТЬ

IV — « Rapport sur la situation politique et économique en Azerbaïdjan iranien et les tâches à accomplir par les troupes de l'Armée rouge occupant la province », envoyé par le général I. V. Tjulenev au cam. D. M. Bagirov et au cam. K. N. Čarkviani, mars 1942

СОС. СЕКРЕТНО.
Экз. №. 101

ДОКЛАД
О ПОЛИТИКО-ЭКОНОМИЧЕСКОМ ПОЛОЖЕНИИ ИРАНСКОГО
ИРАНСКОГО РАЙОНА, РАСПОЛОЖЕНИИ ЧАСТЕЙ
ИРАНСКОЙ АРМИИ И НАШЕЙ ЗАДАЧ.

1. ПОЛИТИЧЕСКАЯ СИТУАЦИЯ РАЙОНА, РАСПОЛОЖЕНИЯ
ЧАСТЕЙ ИРАНСКОЙ АРМИИ.

За последнее время, политическая обстановка в Иранском Ираке, дает тревожные симптомы и наложена рядом факторов неблагоприятного отношения, как некоторых представителей Иранского населения, так и части населения к представителям Красной Армии на территории Ирана.

Случаи убийства одиночных красноармейцев, распылка атомных листовок угрожающего характера, увеличение бандитских группировок явно провокационного типа, разгул помещицкой реакции в селах и деревнях, карательные экспедиции итерских отрядов, жесткие репрессии к лицам сочувствующим Красной Армии, подстрекают активизацию троцкистских элементов.

Временные успехи японской армии / захват Сингапура и Филиппин японских войск в Китае / , некто-да стабилизировали Восточного фронта у немцев, широко используются иранскими нем. элементами для оживления антисоветской пропаганды.

Иранское правительство принимает все меры к скорейшей стабилизации власти, вынуждая требования о дискредитации частей Иранской армии на территории расположения Советских войск, вооружая инициативу класса сельского населения и чужа агитации.

100
СОВЕРШЕННО СЕКРЕТНО.

ТОГ. БАГИРОВУ Д. М.
ТОГ. ЧАРКВИАНИ К. Н.

ПРИ УХОДЕ СКАМ ТОГ. БЕКАЗОВ

За последнее время в Иране, особенно на территории расположения наших войск, отмечается ряд враждебных действий и настроений нацеленных против СССР. Эти ложные слухи - клевету сент отдельные враждебные нам элементы при явном попустительстве Иранского правительства. Наши дипломатические представители в Иране соответственно реагируют видимо на все эти явления недостаточно.

В связи с этим считаю необходимым послать тов. СТАЛИНУ этот краткий доклад составленный на основании материалов командира 15-го казкорпуса и данных разведотдела округа по Ирану, - который послыша Вам для замечаний, доделаний и изменений.

Доклад можно послать от Военного Совета округа или после Вашего одобрения, разрешите послать мне его лично.

ПРИМЕЧАНИЕ: упомянутое на 9 листах.

ГЕНЕРАЛ АРМИИ - И. В. ТЮЛЕНЕВ /

IV — (suite)

188

и в лишь частично Англи, деля ставку на развязывание военных действий на Ближнем Востоке и рассматривая Гитлера, как сторонника "освобождения" Ирана.

Конкретно, основные положения внешней политики Иранского правительства на сегодняшний день проявляются в следующих моментах:

1. Иранское правительство заверяя о своих дружественных отношениях к СССР и Англии, вместе с тем стремится вбить клин между этими государствами и Турцией путем распространения ложных слухов о стремлении Советского Союза воссоздать Иранский империализм и создать независимое Курдское государство.
2. При явной поддержке Иранского правительства среди населения мусульманских слухи о весеннем вторжении немецких войск в Ирак, Иран, имея целью тем самым заглушить симпатии населения к СССР и частям Красной Армии.
3. Иранское правительство через местные органы власти искусственно создает банды, организует налеты на просоветских крестьян и распространяет провокационные слухи о военных действиях частей Красной Армии.
4. При явном попустительстве местных властей среди населения в широких размерах проводится фашистская агитация и анти-революционная деятельность лашакиских и муссоветских агентов.

Одновременно с этим ведется беспощадная борьба мерами жестких репрессий с просоветски настроенным крестьянством и интеллигенцией города.

5. Иранские власти отказывают на не определенное время в выдаче шоссейных дорог, телеграфно-телефонной линии и

489

денег и солдат иранской армии и из среды угловых элементов.

5. Вооружение вождей племен ханов и помещиков для активной борьбы с крестьянскими выступлениями и чечовольством.

Создание помещиками искусственного голода и саботажа пищевой кампании с целью вызвать голодовство среди крестьянских масс к превращению частей Красной Армии в Иране, которые могли бы использоваться для своего питания все запасы зерновых культур и лесовые государственные фонды.

6. Развитие национального, племенного и религиозного шовинизма и всяческое укрепление шовинистических тенденций среди населения.

7. Запугивание помещиков приказом социальной революции, который методами репрессий, а крупных авторитетов привлеченных на свою сторону мерами поощрения, покупок и путем выдачи им на административные должности в государственном аппарате.

ВНЕШНЯЯ ПОЛИТИКА ИРАНСКОГО ПРАВИТЕЛЬСТВА.

Внешняя политика Иранского правительства вытекает из текущего положения Ирана между СССР и английскими колониальными державами.

Поэтому Иранское правительство твердо не отказывается ни на минуту от своей политики постоянного балансирования, имея целью сохранить суверенитет и территориальную целостность своего государства.

Однако наряду с основной линией внешней политики правительства имеется большая группа крупных генералов и видных политиков, которые открыто выражают свои симпатии Герма-

IV — (suite)

1077
7. -
H6

Иранцы.

2. Проводят капитальное исправление шоссе на дороге от Иранского залива в направлении - Казвин, Исфа-Гань, Тегеран, Захедана к Мешхеду и от Керманшаха в Хавзин.

3. Исправляют пограничные площадки и делают бетонированные дорожки на аэродромах в Керманшахе, Тегеране и Мухаммаре, Исфа.

4. Знали свои войска в Тегеран в количестве -1500 человек.

5. Стремят-ся внести свои войска в Казвин, Пехляви, Раят, Мешхед.

6. Создают английильский кабинет министров.

7. Стремятся объединить всех курдов под руководством - **ШЕХА АБДУЛЛА**.

8. Выступают единым фронтом с иранцами по вопросу ввода Иранских войск в Иран Азербайджан и активной борьбы с курдами Иране, Махмура, Хоя и Джану.

9. Поддерживают турок и иранцев в вопросе разоружения курдов силами частей Красной Армии.

ПОЛИТИКА ТУРКОВ ПО ОТНОШЕНИЮ К ИРАНИ

Политика Туркского правительства в основном сводится:

1. К укреплению дружественных взаимоотношений между Ираном и Турцией.

2. Возобновить с Ираном торговые взаимоотношения и активировать вывоз из Ирана контрабандным путем скот и продукты сельского хозяйства.

3. Ликвидировать автономические тенденции курдов и помешать их переселению из глубины районов Ирана в северо-западную часть Иранского залива.

Иранцы

подготавливают почву для возвращения им Таргизской железной дороги.

5. Иранцы добились нашего согласия на ввоз в Иран Азербайджан неограниченного количества полицейских и жандармов в целях намерения провозвестить разоружение лояльно настроенных к нам туркских племен.

7. Иранское правительство проводит дружественную политику по отношению Туркского государства, консультируется с ним по важнейшим вопросам, оказывает содействие в закупке скота и продовольствия и отпущает их контрабандным путем через линию границы.

По курдскому вопросу и борьба с прогерманскими элементами оба государства выступают единым фронтом.

8. С приходом к власти проанглийского кабинета усиливается позиция англичан и они становятся фактическими руководителями Иранского государства. Несмотря на антипатию к ним населения, офицерской среды и значительной части членом Меджлиса, Иранское правительство полностью выполняет их требования.

9. Наши дипломатические представители в Иране на все эти заявления соответственно реагируют недостаточно.

АНГЛИЙСКАЯ ПОЛИТИКА В ИРАНЕ

Английская политика в Иране в основном исходит из защиты своих нефтересов в Мосуле, Керманшахе, по Реке Корун и по согласованию платформа для преобразования путей на Ближний Восток и Индию.

С этой целью они проводят следующие мероприятия:

1. Полностью захватили в свои руки все порты Персидского залива и всю Транскаспийскую железную дорогу до Тегерана -включая-

IV — (suite)

107
184
9.

яне меры по борьбе с бандитизмом и уголовными элементами.

3. Установить реальный контроль за действиями полиции в деле ликвидации восстаний.

9. Потребовать от Иранского правительства принятия мер по борьбе с эпидемическими заболеваниями в Иранском Азербайджане.

10. Организовать на Турецкой границе более серьезную охрану путем выведения дополнительных застав.

11. Обеспечить регулярное получение информации Командованием ЗАНБО в Иране.

КОМАНДУЮЩИЙ ВОЙСКАМИ ЗАНБО
ГЕНЕРАЛ АРМИИ-
/И.В.ТЮНЧЕЗ/

1942 года.
И.В.ТЮНЧЕЗ.

10 в 2-х экз.

108
8.
185

4. Путем распространения ложных слухов о воссоединении Иранского Азербайджана с Аз.ССР и тенденцией неавтоматического вступления в СССР, стараться создать обострения между Англией, Иранским Сюзом и Ираном.

НАШИ ЗАДАЧИ В ИРАНСКОМ АЗЕРБАЙДЖАНЕ.

1. Всеми мерами обеспечить бесперебойную доставку в СССР транзитных грузов идущих из портов Персидского залива

2. Препятствовать стихийные восстания крестьян и городской бедноты путем завоза товаров и обеспечения посевной кампании.

3. Потребовать от Иранского правительства капитального исправления посевных дорог, телефонно-телеграфных линий и железной дороги Джульфа-Тавриза и Тавризе-Шариф-Хане.

4. Потребовать от Иранского правительства запрета вывоза из Иранского Азербайджана продуктов сельского хозяйства.

5. Потребовать от Иранского правительства прекращения коммунистической пропаганды и деятельности контрреволюционных организаций.

6. Сохранить дружественное отношение с курдами, что позволит в случае войны с Турцией использовать их людские ресурсы.

7. Потребовать от Иранского правительства прекращения возбуждения помещиков и под нашим контролем принять эффективные меры.